

## POLITIQUE DE CONFIDENTIALITE

[Identité du Responsable de Traitement des données](#)

[Données collectées et finalités des traitements](#)

[Durée de conservation des données](#)

[Exercice des droits des utilisateurs](#)

[Accès aux données](#)

[Sécurité des données](#)

[Modification de la politique de confidentialité](#)

[Divers](#)

Dernière mise à jour : 24 septembre 2019

Le site legrand.signalement.net (« le Site ») est hébergé sur les serveurs de OVH, 2 rue Kellermann, 59100 Roubaix, France.

### IDENTITE DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT DES DONNEES

Tout traitement de données personnelles collectées est effectué sous la responsabilité de :

Nom et coordonnées du Responsable de Traitement	Legrand France 128, av. du Maréchal de Lattre de Tassigny 87045 Limoges Cedex (France) Mail : webmaster.legrand@legrand.fr
Informations légales sur le Responsable de Traitement	Société anonyme au capital de 54.912.550 € N° SIRET 758 501 001 00013 Code APE 2733Z RCS Limoges 758 501 001 Numéro d'identification TVA FR 94 758 501 001

## DONNEES COLLECTEES ET FINALITES DES TRAITEMENTS

### Données que vous nous communiquez

	Données collectées	Finalités du traitement	Base légale du traitement
<p><b>Données relatives à l'émetteur de l'alerte</b></p> <p>Ces données sont traitées de manière confidentielle. Il n'est pas recommandé d'utiliser le présent dispositif de manière anonyme. Si toutefois vous souhaitez demeurer anonyme, la gravité des faits mentionnés devra être établie et les éléments factuels devront être suffisamment détaillés afin de permettre au premier destinataire de l'alerte d'examiner l'opportunité de sa diffusion dans le cadre du dispositif.</p>	Nom, Prénom	Traitement facilité du signalement	Intérêt légitime de gestion et traitement des alertes
	Adresse mail	Notification de la réception d'un nouveau message	
	Profession	Traitement facilité du signalement	
	Numéro de téléphone	Notification de la réception d'un nouveau message pour les téléphones portables  Prise de contact téléphonique pour traiter le signalement	
<p><b>Données relatives au(x) manquement(s) signalé(s)</b></p>	<p>Faits signalés*</p> <p>Le contenu des messages et pièces jointes que vous nous adressez peuvent contenir des données à caractère personnel relatives notamment aux personnes faisant l'objet d'une alerte.</p>	Recueil et traitement des alertes ou signalements visant à révéler un manquement à une règle spécifique	<p>Obligation légale</p> <p>(« Loi Sapin 2 », « Loi relative au devoir de vigilance »)</p>

\* Les faits signalés doivent être strictement limités aux actes directement visés par le dispositif d'alerte. Les données doivent être formulées de manière objective pour décrire la nature des faits signalés et doivent faire apparaître le caractère présumé de ces derniers.

La description des faits pourrait impliquer la communication de catégories particulières de données (visées à l'article 9 du RGPD) ou des données relatives à des infractions ou condamnations (visées à l'article 10 du RGPD). Dans ces cas précis, le traitement de ces données serait autorisé par des dispositions spécifiques du droit national ou pour permettre la préparation, l'exécution et le suivi d'une action en justice le cas échéant.

L'utilisation abusive du dispositif peut exposer son émetteur à d'éventuelles sanctions ou poursuites. A l'inverse, quand bien même les faits s'avèreraient par la suite inexacts ou ne donneraient lieu à aucune suite, l'utilisation de bonne foi du dispositif n'exposera son émetteur à aucune sanction disciplinaire.

### Données collectées lors de l'utilisation de nos services

	Données collectées	Finalités du traitement	Base légale du traitement
<b>Données relatives au(x) manquement(s) signalé(s)</b>	<p>Eléments recueillis dans le cadre de la vérification des faits signalés</p> <p>La vérification des faits pourrait impliquer le traitement de catégories particulières de données (visées à l'article 9 du RGPD) ou des données relatives aux infractions ou aux condamnations (visées à l'article 10 du RGPD). Dans ces cas précis, le traitement de ces données serait autorisé par des dispositions spécifiques du droit national ou pour permettre la préparation, l'exécution et le suivi d'une action en justice le cas échéant.</p>	<p>Recueil et traitement des alertes ou signalements visant à révéler un manquement à une règle spécifique</p>	<p>Obligation légale (« Loi Sapin 2 », « Loi relative au devoir de vigilance »)</p>
<b>Données relatives aux personnes intervenant dans le recueil ou dans le traitement de l'alerte</b>	Noms, prénoms et fonctions	<p>Recueil et traitement des alertes ou signalements visant à révéler un manquement à une règle spécifique</p> <p>Traçabilité des destinataires</p>	<p>Intérêt légitime de gestion et traitement des alertes</p>
	Adresse mail et numéro de téléphone	<p>Notification de la réception d'un signalement ou d'un nouveau message</p>	

## Données produites par Legrand France

Données collectées	Finalités du traitement	Base légale du traitement
Comptes-rendus des opérations de vérification et suites données au signalement	Traitement des alertes ou signalements visant à révéler un manquement à une règle spécifique	Obligation légale (« Loi Sapin 2 », « Loi relative au devoir de vigilance »)

### DUREE DE CONSERVATION DES DONNEES

Les données collectées par Legrand France et nécessaires au traitement de l'alerte seront conservées pendant six ans (durée de prescription des délits) en archivage intermédiaire avant d'être détruites. Dans l'hypothèse où l'alerte ferait état d'un crime (corruption sur magistrat par exemple), la durée de conservation en archivage intermédiaire sera de vingt ans (durée de prescription des crimes) avant destruction définitive des données.

### EXERCICE DES DROITS DES UTILISATEURS

Les personnes concernées (émetteur de l'alerte, personnes intervenant dans le recueil ou traitement de l'alerte, personne faisant l'objet d'une alerte en tant que victime ou témoin présumés des faits) peuvent exercer leur droit d'accès par le biais du dispositif ou par courrier adressé au Compliance Officer Groupe. Via l'exercice de ce droit, ces personnes ne recevront aucune donnée relative à des tiers.

Le traitement ne repose ni sur la base du contrat ni sur le consentement, les personnes concernées ne peuvent donc pas exercer leur droit à la portabilité.

Conformément aux dispositions de l'article 21 du RGPD, les personnes concernées ne peuvent pas s'opposer par principe au traitement des données personnelles collectées et traitées sur la base de l'obligation légale. Le droit d'opposition trouvera à s'appliquer pour les seules données traitées sur la base de l'intérêt légitime du responsable de traitement à condition, pour la personne concernée, d'invoquer des raisons tenant à sa situation particulière et de prouver que ses données n'ont pas ou plus à être traitées (en cas d'erreur par exemple).

Toute personne identifiée dans la Ligne Ethique dispose d'un droit de rectification, de suppression et de limitation du traitement de ses données dans les conditions prévues respectivement aux articles 16, 17 et 18 du RGPD.

Vous pouvez, exercer ces droits à tout moment en adressant votre demande au Compliance Officer Groupe :

- par courrier à : LEGRAND, Direction Juridique Groupe, 82 rue Robespierre – BP 37 93171 Bagnolet Cedex
- par le biais du Site : [legrand.signalement.net](mailto:legrand.signalement.net).

Votre demande sera traitée dans un délai d'un mois à compter de sa réception. Au besoin, ce délai peut être prolongé jusqu'à deux mois supplémentaires, compte tenu de la complexité et du nombre de demandes. Dans ce cas, vous serez informé de cette prolongation et des motifs du report dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Aucun paiement ne sera exigé pour l'exercice de vos droits sauf en cas de demande manifestement infondée ou excessive. Dans ce cas, le Groupe Legrand se réserve également la possibilité de ne pas donner suite à votre demande.

Dans le cas où vous seriez toujours insatisfait de notre réponse, nous vous rappelons que vous pouvez introduire un recours devant la Commission Informatique et Libertés (CNIL) : <https://www.cnil.fr/>.

## **ACCES AUX DONNEES**

Seuls ont accès à vos données personnelles, dans la limite de leurs attributions respectives :

- Le personnel de Legrand France habilité au regard de ses attributions (y compris le Compliance Officer du Groupe en tant que référent principal) ;
- Le personnel habilité de la / des société(s) pertinente(s) du Groupe Legrand si la communication des données est strictement nécessaire pour les besoins de la vérification ou du traitement de l'alerte. Si une telle communication devait entraîner le transfert de données personnelles relatives à un résident européen

hors de l'Union Européenne, ledit transfert serait autorisé par la mise en place préalable des clauses types de protection des données de la CNIL ;

- Les experts spécialement chargés du traitement d'un cas spécifique ;
- Les autorités judiciaires sur injonction dans le cadre de poursuites.

Nous vous informons que les destinataires potentiels d'au moins une alerte sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser vos données qu'en conformité avec nos dispositions contractuelles et la législation applicable.

Nous pouvons également être tenu de partager vos données personnelles si cela est nécessaire à la sauvegarde de vos intérêts vitaux ou ceux d'une autre personne physique, si cela est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle nous sommes soumis ainsi que pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

## **SECURITE DES DONNEES**

Le Groupe LEGRAND a mis en place des mesures de protection physiques, électroniques et administratives adéquates et conformes à la réglementation pour protéger vos données personnelles.

## **MODIFICATIONS DE CE DOCUMENT**

Le présent document peut être modifié à tout moment sans préavis. Nous vous invitons à le consulter régulièrement.

## **DIVERS**

Le présent dispositif d'alerte n'est qu'un moyen de signalement parmi d'autres (au même titre que la voie hiérarchique). Les membres du personnel ne peuvent pas être sanctionnés pour défaut de son utilisation.